



BANQUE MONDIALE

MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION GENERALE DU BUDGET



BURKINA FASO
UNITE-PROGRES-JUSTICE

BUDGET CITOYEN

LOI DE FINANCES 2018

Le Budget Citoyen présente
ce que l'Etat prévoit comme
actions de développement
pour nous

...d'où l'intérêt d'y participer
en payant ses impôts et taxes...

Nous, nous voulons
des dispensaires, des écoles,...

c'est quoi
le Budget Citoyen ?



Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

Décembre 2017

BUDGET CITOYEN

LOI DE FINANCES 2018



Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale



MALI

NIGER

Ouahigouya

Kaya

Koudougou

OUAGADOUGOU

Diapaga

BURKINA FASO

Bobo-Dioulasso

Banfora

BENIN

GHANA

TOGO

CÔTE D'IVOIRE

AVANT-PROPOS



Le budget de l'Etat est l'instrument de mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de développement économique et social. Son élaboration et son exécution relèvent d'un exercice auquel participent plusieurs acteurs. Nonobstant ce processus participatif, le contenu du budget revêt un caractère technique et n'est pas toujours compris par l'ensemble de la population.

Cependant, selon le principe de redevabilité consacré par la loi N° 008-2013 /AN du 23 avril 2013 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques au Burkina Faso, le citoyen doit être régulièrement informé de tout ce qui concerne la gouvernance et la gestion des fonds publics.

C'est ainsi que depuis l'année 2014, des efforts sont fournis par le Gouvernement dans le sens de la simplification du langage budgétaire par l'élaboration du budget citoyen afin de permettre au citoyen non seulement de s'approprier le budget mais également de jouer son rôle de veille citoyenne.

L'édition 2018 adopte un langage plus simple et accessible permettant au citoyen de mieux connaître les principales ressources et charges de l'Etat avec un accent particulier sur les secteurs qui impactent fortement et directement sa vie notamment l'éducation, la santé, l'agriculture, l'eau potable et l'assainissement.

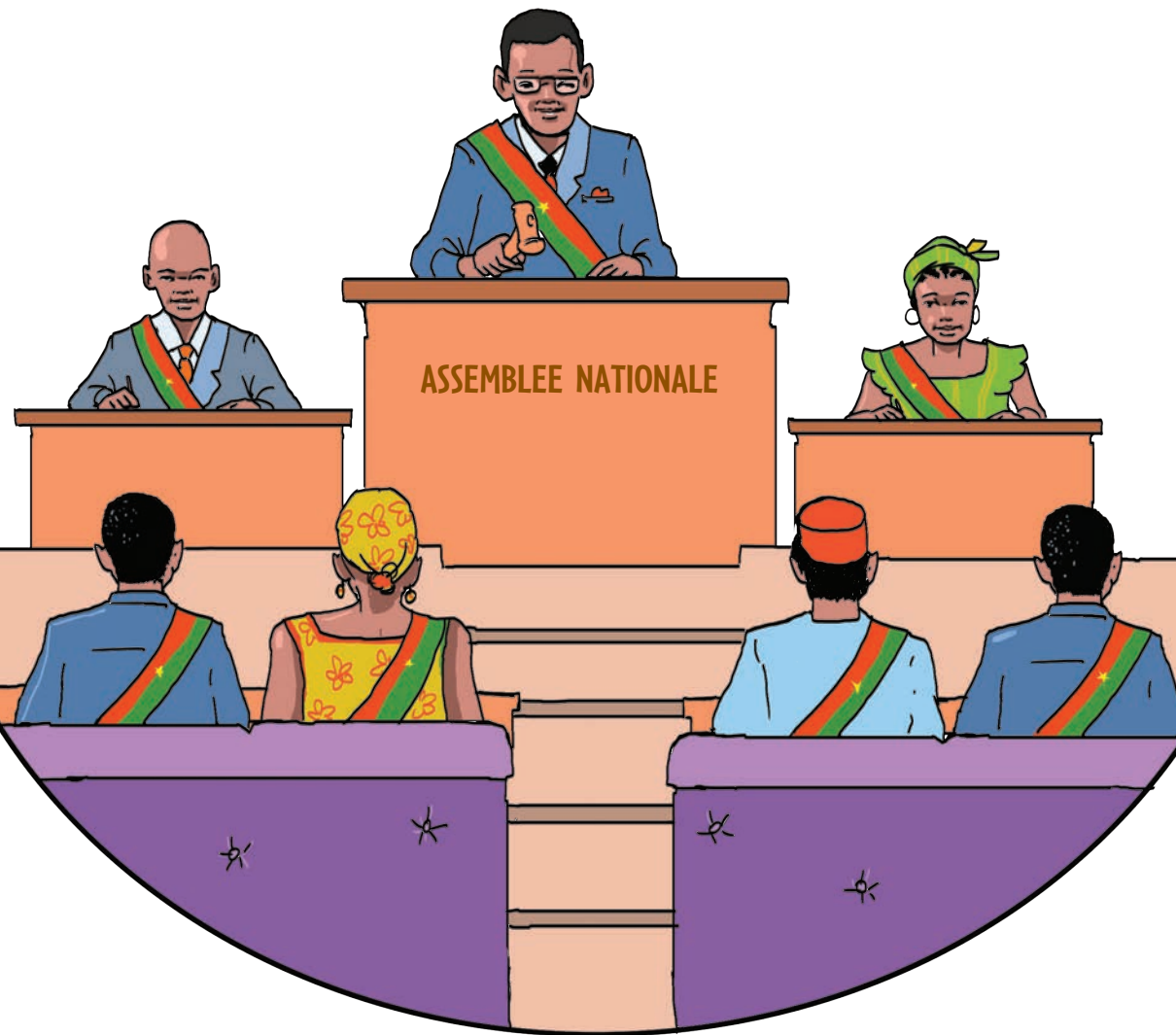
La multiplicité des contraintes extérieures caractérisées par une baisse des financements des Partenaires techniques et financiers d'une part, et les ambitions affichées du Gouvernement dans la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES) d'autre part, nous interpellent à redoubler d'effort quant à la mobilisation des ressources internes pour la satisfaction des besoins de la population.

A cet effet, j'invite tous les citoyens à plus de patriotisme en remplissant leur devoir fiscal pour le financement des priorités de développement.

Pour son appropriation, ce document fera l'objet de communication et de diffusion à l'endroit des populations, des Organisations de la société civile, des Collectivités Territoriales et des Partenaires techniques et financiers via les canaux identifiés.

**Le Ministre de l'Economie,
des Finances et du Développement**

Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI
Officier de l'Ordre National



La loi de finances initiale est votée
chaque année par le Parlement

SOMMAIRE

1^{ère} PARTIE

09

PRESENTATION DES ETAPES DU PROCESSUS BUDGETAIRE ET NOUVELLES DISPOSITIONS FISCALES

- I. Quelques notions de base
- II. Les fondements juridiques du processus d'élaboration du budget citoyen
- III. Les grandes étapes du processus d'élaboration du budget
- IV. Nouvelles dispositions fiscales

2^e PARTIE

15

CONTEXTE ET HYPOTHESES D'ELABORATION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2018 ET PRIORITES

- I. Contexte d'élaboration du Budget de l'Etat, exercice 2018
- II. Hypothèses d'élaboration du Budget 2018
- III. Priorités retenues pour l'année 2018

3^e PARTIE

19

PRESENTATION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2018

- I. RECETTES : d'où proviennent les recettes du budget de l'Etat ?
- II. DEPENSES : A quoi servent les recettes de l'Etat ?
- III. Les agrégats budgétaires

4^e PARTIE

27

QUELQUES EXEMPLES D'INSCRIPTIONS SPECIFIQUES AU TITRE DE L'ANNEE 2018

5^e PARTIE

43

MESURES D'ACCOMPAGNEMENT POUR UNE BONNE EXECUTION DU BUDGET DE L'ANNEE 2018

- I. En matière de recettes
- II. En matière de dépenses

46

CONCLUSION

47

ANNEXES



BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

**MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT**

01

**PRESENTATION DES ETAPES DU PROCESSUS
BUDGETAIRE ET NOUVELLES DISPOSITIONS
FISCALES**

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

01 PRESENTATION DES ETAPES DU PROCESSUS BUDGETAIRE ET NOUVELLES DISPOSITIONS FISCALES

Cette partie vise à :

- i. définir quelques notions de base pour permettre une meilleure compréhension du budget par le citoyen,
- ii. à présenter les fondements juridiques qui sous-tendent l'élaboration du budget,
- iii. à décliner les grandes étapes du processus budgétaire et
- iv. à présenter les nouvelles dispositions fiscales prises dans le cadre de la mise en œuvre du budget de l'Etat, exercice 2018.



I- QUELQUES NOTIONS DE BASE

Le cadrage budgétaire consiste à dégager les prévisions de ressources globales et à les allouer à la réalisation des programmes de développement définis par les référentiels nationaux de développement économique et social.

La loi de finances initiale est une loi présentant les dépenses et les recettes de l'Etat pour l'année à venir. Elle est votée chaque année par le Parlement. Lorsqu'elle est modifiée en cours d'exécution, elle est dite loi de finances rectificative. Le bilan de son exécution se fait à travers la loi de règlement.

Le budget de l'Etat est la partie chiffrée de la loi de finances c'est-à-dire l'ensemble des comptes qui décrivent pour une année financière, les ressources et les charges de l'Etat. Il est important de souligner que le budget de l'Etat ne constitue pas un stock de ressources disponibles sur lesquelles sont imputées des dépenses. En effet, les recouvrements de recettes se font durant toute l'année budgétaire et les dépenses sont exécutées en tenant compte du niveau de la trésorerie.

Le déficit budgétaire correspond à un solde négatif dû au fait que les dépenses de l'Etat soient supérieures à ses recettes de l'année.

L'épargne budgétaire correspond à un solde positif dû au fait que les recettes courantes (vente de produits, recettes fiscales, recettes non fiscales et produits financiers) soient supérieures aux dépenses courantes (charges financières de la dette, dépenses de personnel, dépenses d'acquisition de biens et services, dépenses de transferts courants et dépenses en atténuation des recettes).

L'arbitrage budgétaire est la procédure selon laquelle le pouvoir exécutif répartit les ressources budgétaires entre les différents ministères et institutions en tenant compte de la contrainte financière.

La stratégie d'endettement est un tableau de bord qui définit les mécanismes d'endettement et de gestion efficiente de la dette publique.

Un don projet est une aide financière non remboursable provenant des Partenaires techniques et financiers octroyée à un Etat pour la mise en œuvre d'un projet de développement préalablement établi.

Un don programme est une aide financière non remboursable provenant des Partenaires techniques et financiers non affectée préalablement à un projet de développement. Contrairement au don projet, sa particularité est d'augmenter les ressources financières du budget de l'Etat bénéficiaire dans le but de contribuer à la mise en œuvre de la politique de développement selon ses propres procédures.

Un transfert courant est une aide financière de l'Etat à des structures dotées d'une autonomie de gestion (Société d'Etat, Etablissement Public de l'Etat, Collectivité Territoriale, partenaires sociaux, partis politiques, etc.) pour la mise en œuvre de leurs actions. Cette rubrique comporte également la contribution de l'Etat aux organismes internationaux dont le Burkina Faso est membre.

Un transfert en capital est une subvention publique versée à une structure pour compléter le financement de ses investissements (entreprise en difficulté) ou pour l'acquisition d'actifs.



II- LES FONDEMENTS JURIDIQUES DU PROCESSUS D'ELABORATION DU BUDGET CITOYEN

L'élaboration du budget citoyen est régie par plusieurs textes juridiques tant au niveau international, communautaire que national.



Au plan international

- Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen de 1789 ;
- Code de bonnes pratiques en matière de transparence de finances publique du Fonds Monétaire International (FMI), révisé en février 2001.



Au plan communautaire

- Directive N°01/2009/CM /UEMOA portant code de transparence dans la gestion des finances publiques au sein de l'UEMOA.



Au plan national

- La Constitution du 02 juin 1991 ;
- Loi organique n° 073-2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances ;
- Loi n° 008-2013 /AN du 23 avril 2013 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques.



III- LES GRANDES ETAPES DU PROCESSUS D'ELABORATION DU BUDGET

Le budget de l'Etat est élaboré conformément à un calendrier budgétaire annuel prévu à cet effet. Pour le budget 2018, le processus a démarré dès le mois de janvier de l'année 2017 avec la définition des priorités et des choix stratégiques et s'est étendu jusqu'au mois de décembre avec la promulgation de la loi de finances en passant par les différentes étapes de l'arbitrage budgétaire aussi bien au niveau du Gouvernement que de l'Assemblée Nationale.



CADRAGE BUDGETAIRE

Choix stratégiques
budgétaires

déterminations des
enveloppes globales (*recettes
et dépenses*)

Elaboration des documents de
programmation pluriannuelle
des dépenses (*DPPD*)



ARBITRAGE

Examen technique
des DPPD

Adoption de
l'avant-projet de loi
de finances



VOTE

Dépôt du projet de
loi de finances à
l'Assemblée
Nationale

vote de la loi de
finances par le
Parlement



MISE EN EXECUTION

Promulgation de la
loi de finances par
le Président du
Faso



IV- NOUVELLES DISPOSITIONS FISCALES

Les nouvelles dispositions fiscales sont des mesures de faveur fiscale ou d'amélioration du rendement de l'impôt à caractère ponctuel proposées chaque année dans le cadre de l'élaboration du budget de l'Etat.

Au titre de la loi de finances 2018, dans le souci de permettre au citoyen de disposer des titres de propriété de leurs habitations, il a été proposé la reconduction de la mesure du forfait, au profit des personnes physiques, au titre des droits d'enregistrement des mutations volontaires de propriété de biens immeubles à usage d'habitation et autorisation des mutations hors délai de mise en valeur.

Cependant, il convient de préciser que les autres nouvelles dispositions fiscales de 2017 ont été reversées dans le projet de Code général des impôts.

NB : pour le détail de la mesure, se référer à la loi de finances pour l'exécution du budget, exercice 2018.



BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

**MINISTERE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPEMENT**

02 | CONTEXTE ET HYPOTHESES D'ELABORATION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2018 ET PRIORITES

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

I-CONTEXTE D'ELABORATION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2018

Le budget de l'Etat, exercice 2018 a été élaboré dans un contexte économique et social marqué :

AU PLAN INTERNATIONAL ET RÉGIONAL

Une accélération de la croissance économique qui se situerait à 3,5% en 2017 et 3,6% en 2018 caractérisée par :

- *une accélération progressive de l'activité économique dans les pays développés (1,9% en 2017 et 2,0% en 2018) ;*
- *une reprise de l'activité économique dans les pays émergents et les pays en développement (4,5% en 2017 et 4,8% en 2018) ;*
- *une orientation favorable des cours de certaines matières premières telles que le pétrole et l'or et défavorable pour le coton ;*
- *des attaques terroristes dans le sahel.*

AU PLAN NATIONAL PAR :

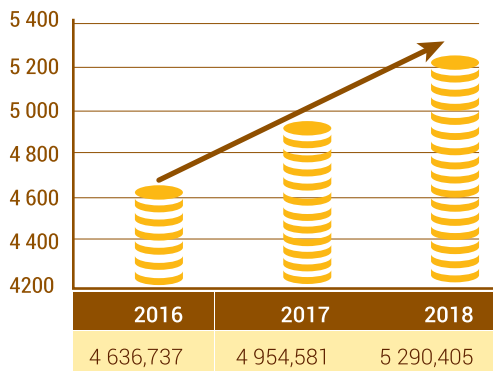
- *une croissance de la production céréalière de 5,3% ;*
- *une croissance de la production cotonnière de 1,3% ;*
- *une hausse des exportations et des importations respectivement de 7,1% et 8,6% ;*
- *les effets des attentats terroristes de 2016 et 2017.*

Au regard du contexte, un certain nombre d'hypothèses ont été formulées pour encadrer les prévisions des grands agrégats budgétaires.

II- HYPOTHESES D'ELABORATION DU BUDGET 2018

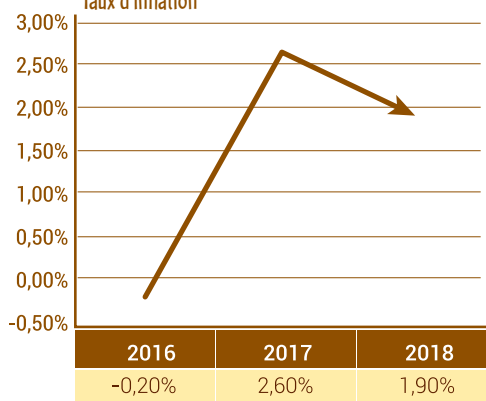
Pour l'année 2018, les principales hypothèses portent sur le niveau de croissance, le taux d'inflation, le taux de change du dollar US, l'évolution des cours de certaines matières premières ainsi que la production nationale.

Evolution du PIB réel (en milliard de FCFA)



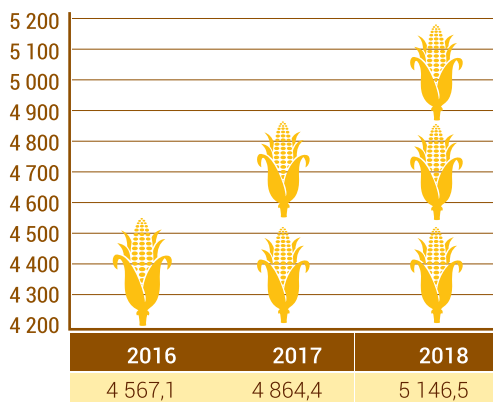
PIB réel en milliard de FCFA

Taux d'inflation



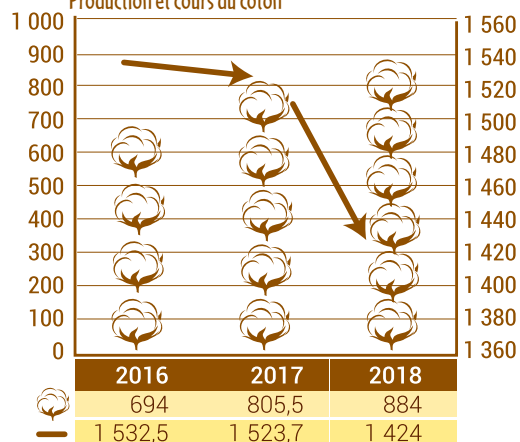
Taux d'inflation

Production céréalière



Production céréalière (en millier de tonne)

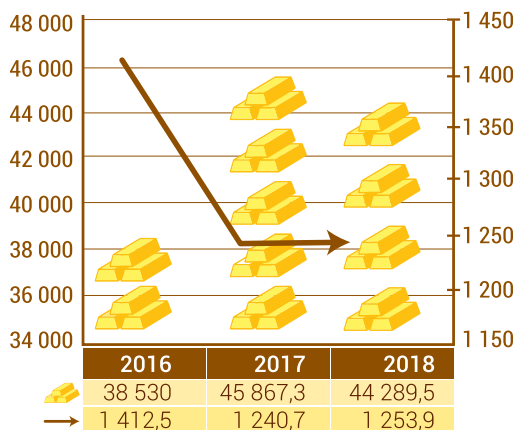
Production et cours du coton



Production du coton en millier de tonne

Cours du coton en Dollar/tonne

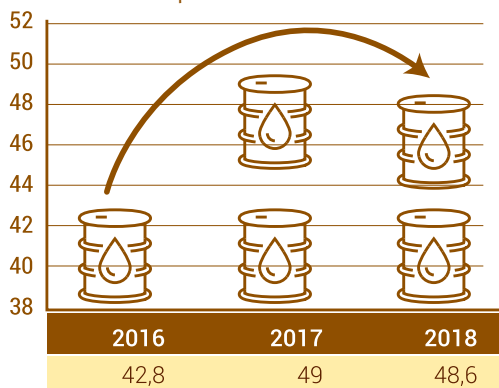
Production et cours de l'or



Production d'or en tonne

Cours de l'once d'or en Dollar

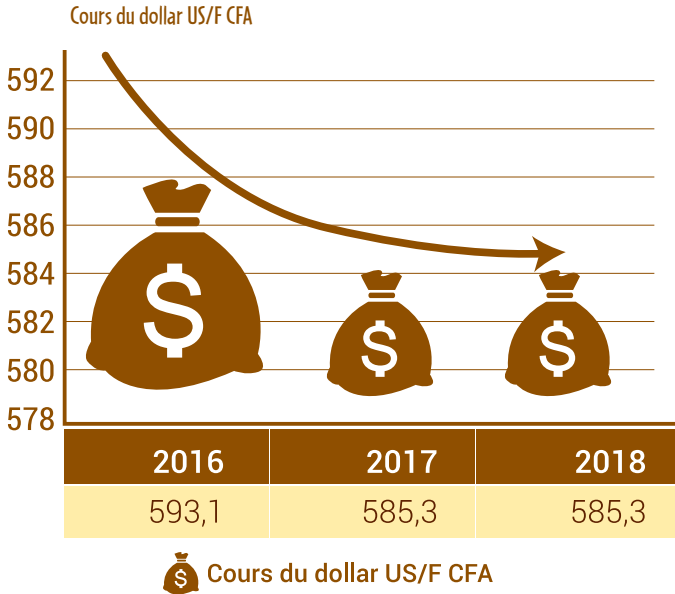
Cours du baril de pétrole en dollar



Cours du baril de pétrole en dollar

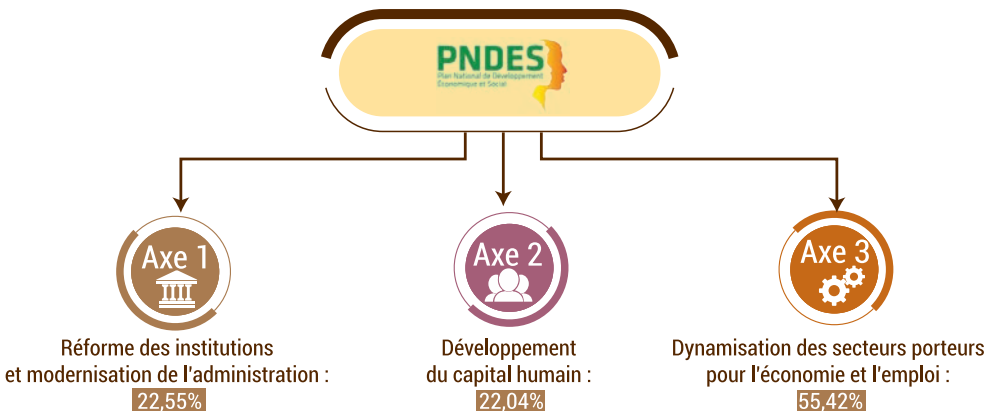
02

CONTEXTE ET HYPOTHESES D'ELABORATION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2018 ET PRIORITES



III-PRIORITES RETENUES POUR L'ANNEE 2018

Les priorités de 2018 entrent dans le cadre des trois (03) axes du PNDES. Le budget d'investissement sur ressources propres alloué au PNDES est de 719,80 milliards répartis comme suit par axe :





BURKINA FASO
UNITE-PROGRES-JUSTICE

**MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT**

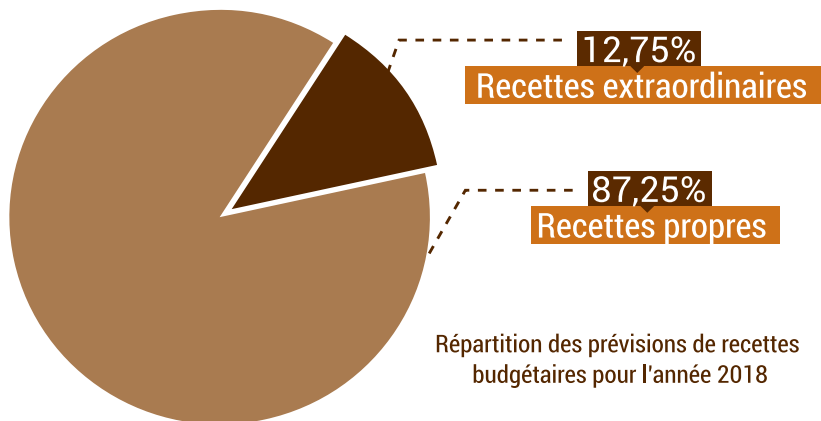
03 | PRESENTATION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2018

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

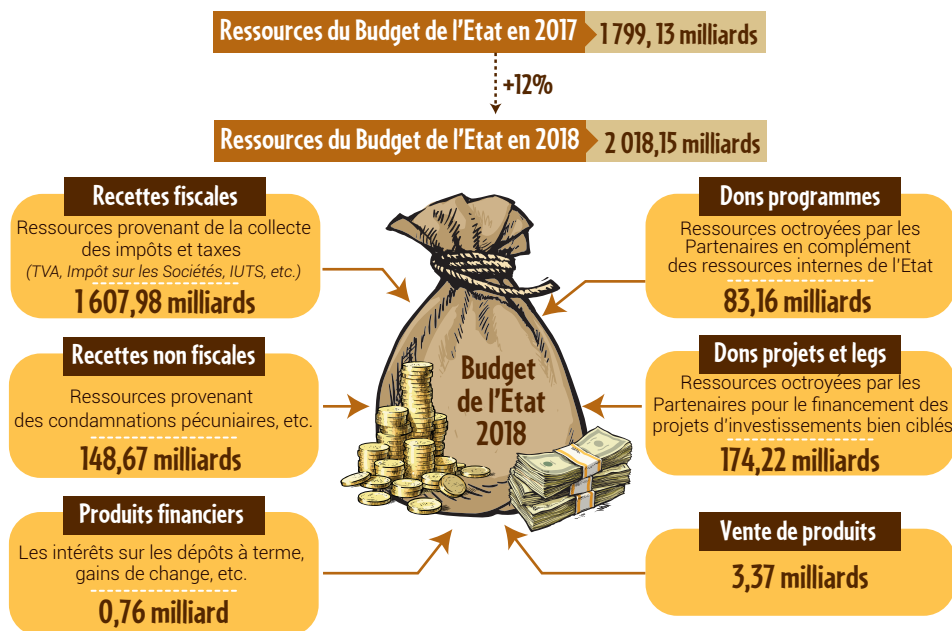
I- RECETTES

Comment se présentent les recettes budgétaires ?

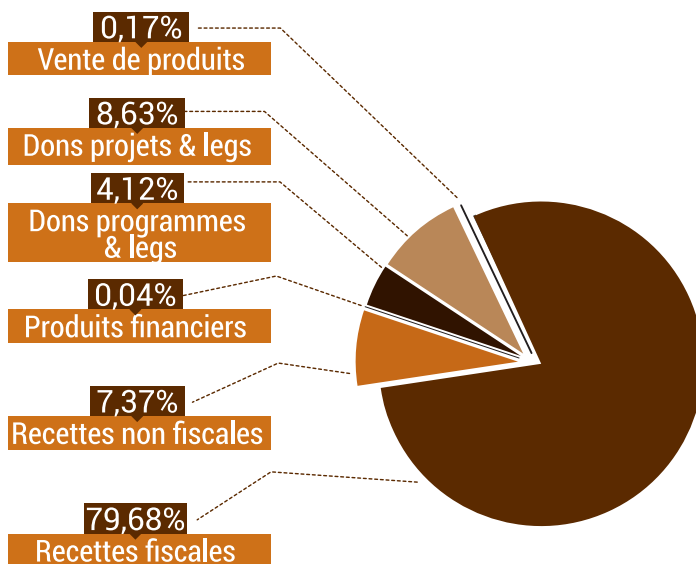
Les recettes de l'Etat sont constituées de 87,25% de recettes courantes (recettes fiscales, recettes non fiscales, vente de produits, etc) et de 12,75% de recettes extraordinaires (dons projets et dons programmes).



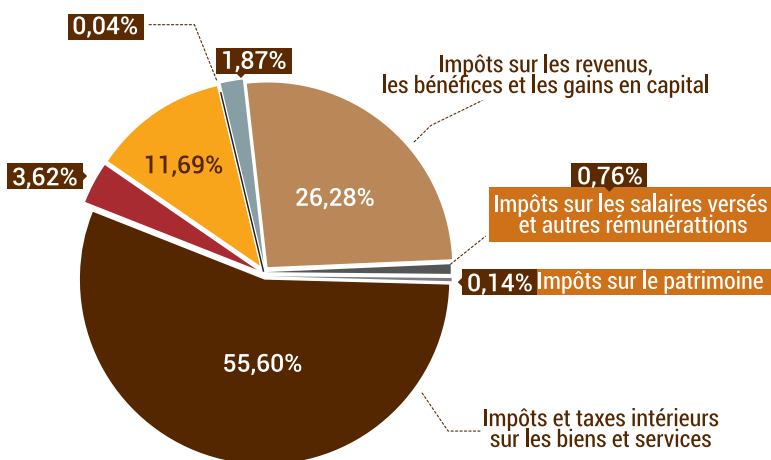
D'où proviennent les recettes du budget de l'Etat ?



Répartition des prévisions de recettes par nature de 2018



Répartition des recettes fiscales par type d'impôts de 2018

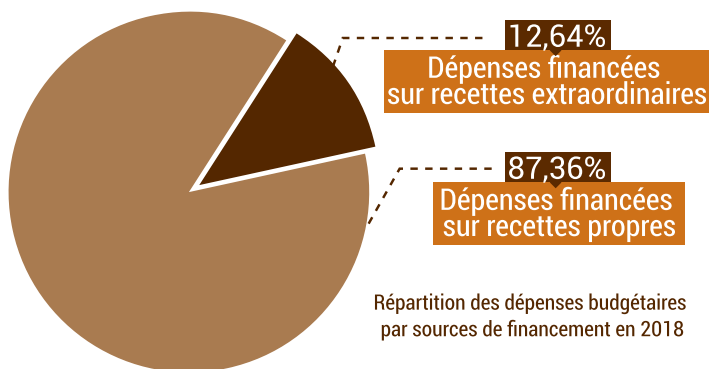


Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

II- DEPENSES

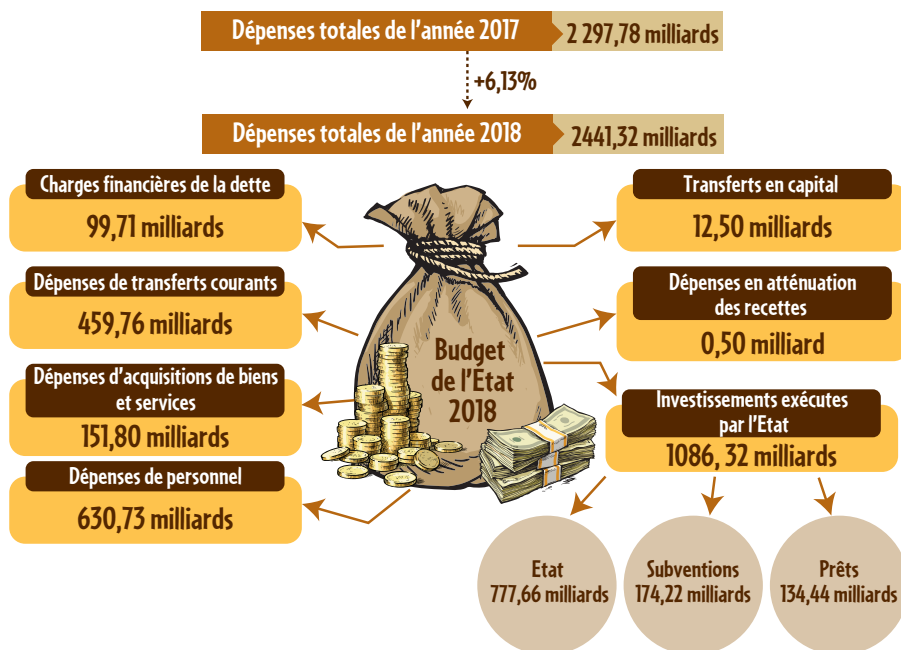
Comment seront financées les dépenses budgétaires ?

Les dépenses budgétaires de l'Etat seront financées à hauteur de 87,36 % (2 132 657 091 FCFA) par les recettes propres et de 12,64% (308 660 895 FCFA) par les recettes extraordinaires.

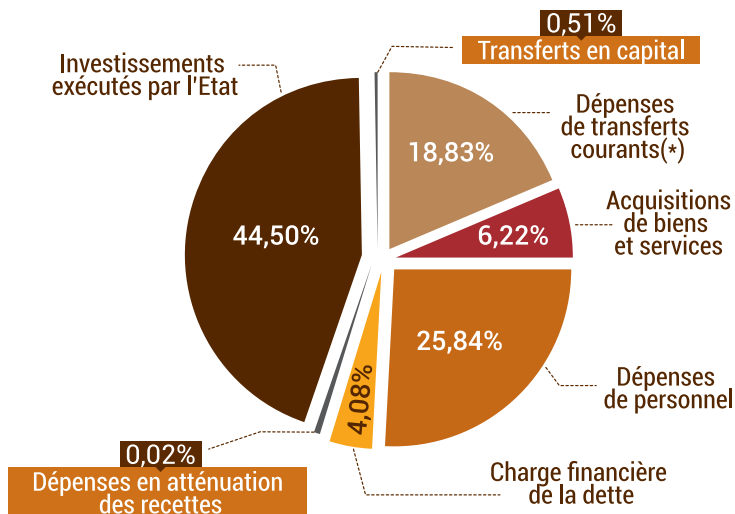


A quoi servent les recettes budgétaires ?

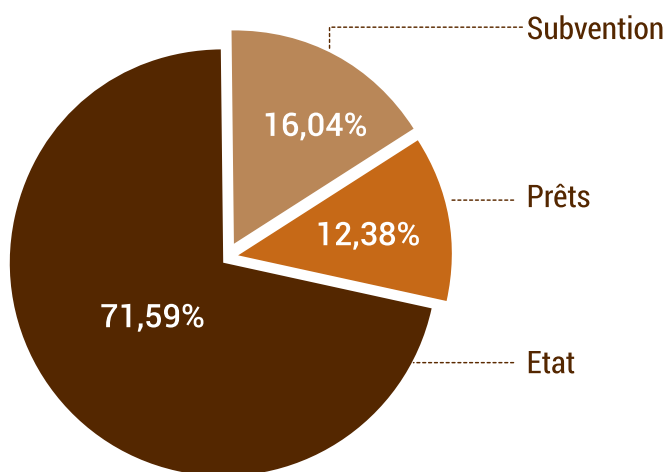
Les recettes budgétaires pour l'année 2018 servent à la prise en charge de certaines dépenses telles que celles relatives aux investissements, au personnel, aux transferts courants et aux acquisitions de biens et services comme présentés dans le schéma ci-dessous.



Prévisions des dépenses de 2018 par natures



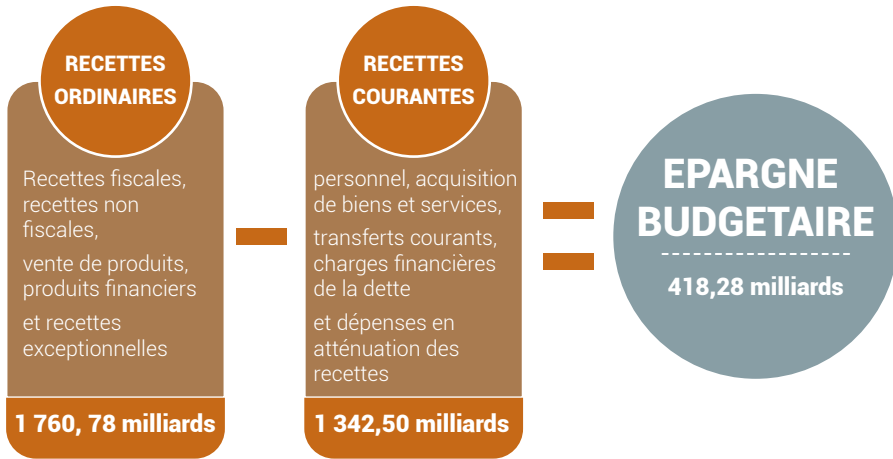
Prévisions des dépenses d'investissements de 2018



Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

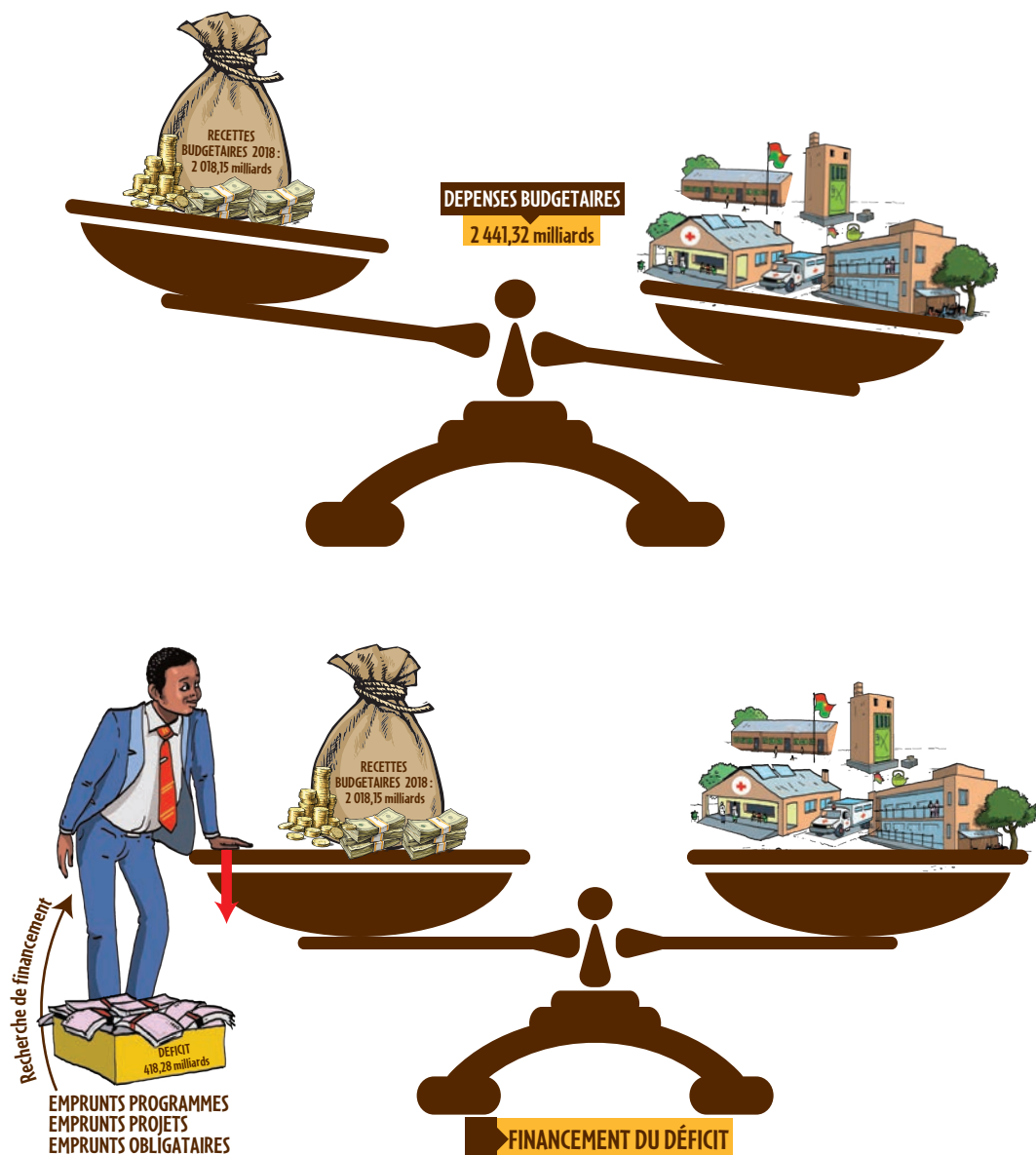
III-LES AGREGATS BUDGETAIRES

1. L'épargne budgétaire



2-Le déficit budgétaire ou solde budgétaire global et sources de financement

Lorsque le niveau global des dépenses budgétaires dépasse celui des recettes budgétaires, on est de situation de déficit budgétaire.



Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale



BURKINA FASO
UNITE-PROGRES-JUSTICE

**MINISTERE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPEMENT**

04 | QUELQUES EXEMPLES D'INSCRIPTIONS SPECIFIQUES AU TITRE DE L'ANNEE 2018

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

04 QUELQUES EXEMPLES D'INSCRIPTIONS SPECIFIQUES AU TITRE DE L'ANNEE 2018

Cette partie présente quelques indicateurs clés ainsi que les inscriptions spécifiques dans certains secteurs prioritaires pour l'année 2018 :

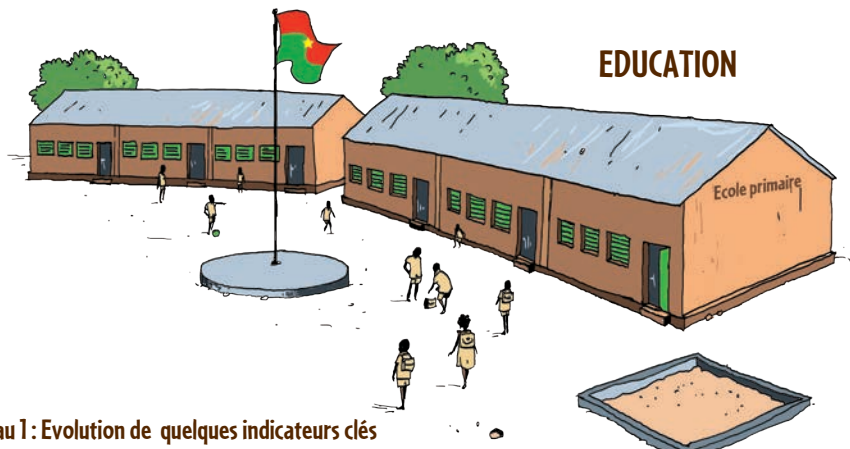


Tableau 1 : Evolution de quelques indicateurs clés

| INDICATEURS | Réalizations | | Prévisions | |
|---|--------------|--------|------------|--------|
| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
| Taux brut de scolarisation | 83,70% | 86,10% | 100,9% | 102,0% |
| Ratio élève/maître au primaire | 50 | 49 | 47,9 | 48,5 |
| Ratio élève/classe au primaire | 49,6 | 48,7 | 47,9 | 48,5 |
| Nombre de salles de classe sous paillette au primaire résorbées | 4 353 | 480 | 750 | 3 123 |

Tableau 2 : Répartition des fournitures scolaires par région

| Régions | Effectifs des élèves attendus en 2018 | Dotations budgétaires en FCFA |
|----------------------|---------------------------------------|-------------------------------|
| Boucle Du Mouhoun | 289 726 | 727 212 260 |
| Cascades | 111 778 | 280 562 780 |
| Centre | 178 762 | 448 692 620 |
| Centre-Est | 240 207 | 602 919 570 |
| Centre-Nord | 232 972 | 584 759 720 |
| Centre-Ouest | 306 922 | 770 374 220 |
| Centre-Sud | 153 171 | 384 459 210 |
| Est | 203 970 | 511 964 700 |
| Hauts-Bassins | 270 957 | 680 102 070 |
| Nord | 292 318 | 733 718 180 |
| Plateau Central | 159 207 | 399 609 570 |
| Sahel | 124 420 | 312 294 200 |
| Sud-Ouest | 121 531 | 305 042 900 |
| Total général | 2 685 941 | 6 741 712 000 |

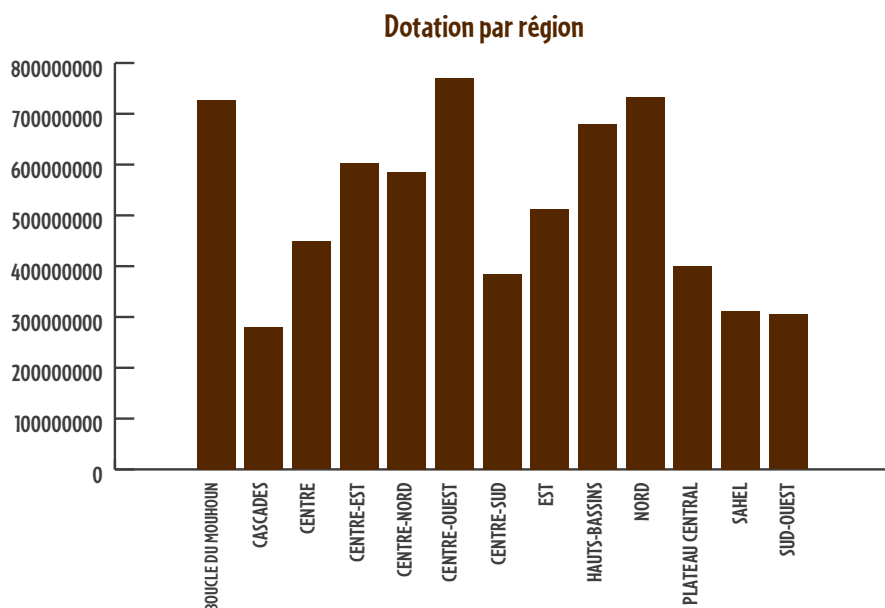
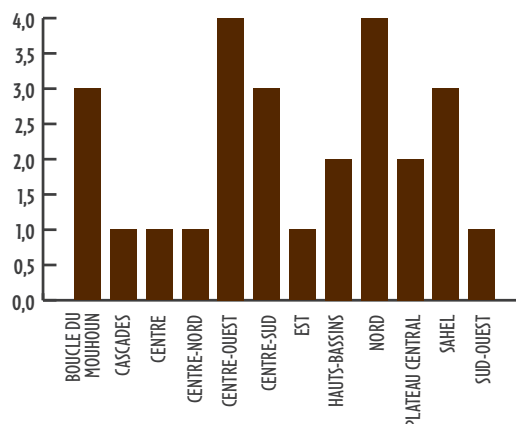


Tableau 3 : Répartition du nombre de CEG en 2018 par région

| Régions | Nombre de CEG | Coût total en FCFA |
|----------------------|---------------|----------------------|
| Boucle du Mouhoun | 3 | 135 552 000 |
| Cascades | 1 | 45 184 000 |
| Centre | 1 | 47 894 000 |
| Centre-Nord | 1 | 45 184 000 |
| Centre-Ouest | 4 | 180 736 000 |
| Centre-Sud | 3 | 135 552 000 |
| Est | 1 | 45 184 000 |
| Hauts Bassins | 2 | 90 368 000 |
| Nord | 4 | 180 736 000 |
| Plateau Central | 2 | 90 368 000 |
| Sahel | 3 | 135 552 000 |
| Sud-Ouest | 1 | 45 184 000 |
| Total général | 26 | 1 177 494 000 |

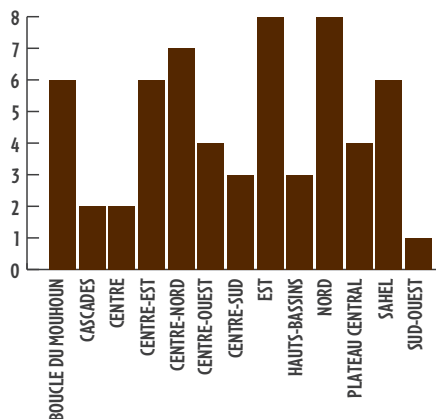


Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

04 QUELQUES EXEMPLES D'INSCRIPTIONS SPECIFIQUES AU TITRE DE L'ANNEE 2018

Tableau 4 : Construction de blocs de 3 salles de classes

| Régions | Nombre de blocs | Coût total |
|-------------------|-----------------|----------------------|
| Boucle du Mouhoun | 6 | 168 480 000 |
| Cascades | 2 | 56 160 000 |
| Centre | 2 | 56 160 000 |
| Centre Est | 6 | 168 480 000 |
| Centre-Nord | 7 | 196 560 000 |
| Centre-Ouest | 4 | 112 320 000 |
| Centre-Sud | 3 | 84 240 000 |
| Est | 8 | 224 640 000 |
| Hauts Bassins | 3 | 84 240 000 |
| Nord | 8 | 224 640 000 |
| Plateau Central | 4 | 112 320 000 |
| Sahel | 6 | 168 480 000 |
| Sud-Ouest | 1 | 28 080 000 |
| TOTAL | 60 | 1 684 800 000 |



EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT



Tableau 5 : Evolution de quelques indicateurs clés

| Indicateurs | Réalizations | | Prévisions | |
|---|--------------|--------|------------|--------|
| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
| Nombre cumulé de nouveaux barrages réalisés | 2 | 5 | 7 | 17 |
| Nombre de villages sans accès à l'eau potable en milieu rural | 360 | 275 | <200 | <100 |
| Taux d'accès national à l'eau potable | 71,90% | 72,40% | 74,00% | 76,00% |
| Taux d'accès national à l'assainissement | 18,00% | 19,80% | 20,30% | 24,00% |

Tableau 6 : Prévision de réalisations des pompes à motricité humaine (PMH) en matière d'eau potable dans certaines régions pour 2018

| Régions | Nombre | Coûts en FCFA |
|-------------------|------------|----------------------|
| Boucle du Mouhoun | 40 | 301 250 000 |
| Centre-Nord | 30 | 255 000 000 |
| Hauts-Bassins | 30 | 247 380 000 |
| Plateau Central | 120 | 780 000 000 |
| Sud-Ouest | 60 | 471 900 000 |
| TOTAL | 280 | 2 055 530 000 |

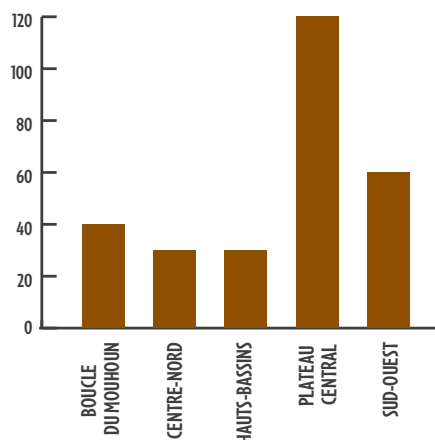
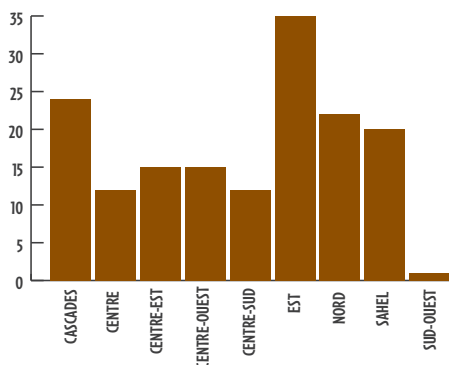


Tableau 7 : réalisations des forages en matière d'eau potable dans certaines régions pour 2018

| Région | Nombre | Coûts en FCFA |
|--------------|------------|----------------------|
| Cascades | 24 | 177 500 000 |
| Centre | 12 | 91 500 000 |
| Centre Est | 15 | 97 500 000 |
| Centre Ouest | 15 | 83 186 454 |
| Centre Sud | 12 | 75 200 004 |
| Est | 35 | 262 500 000 |
| Nord | 22 | 134 890 000 |
| Sahel | 20 | 190 000 000 |
| Sud Ouest | 1 | 7 865 000 |
| TOTAL | 156 | 1 120 141 458 |



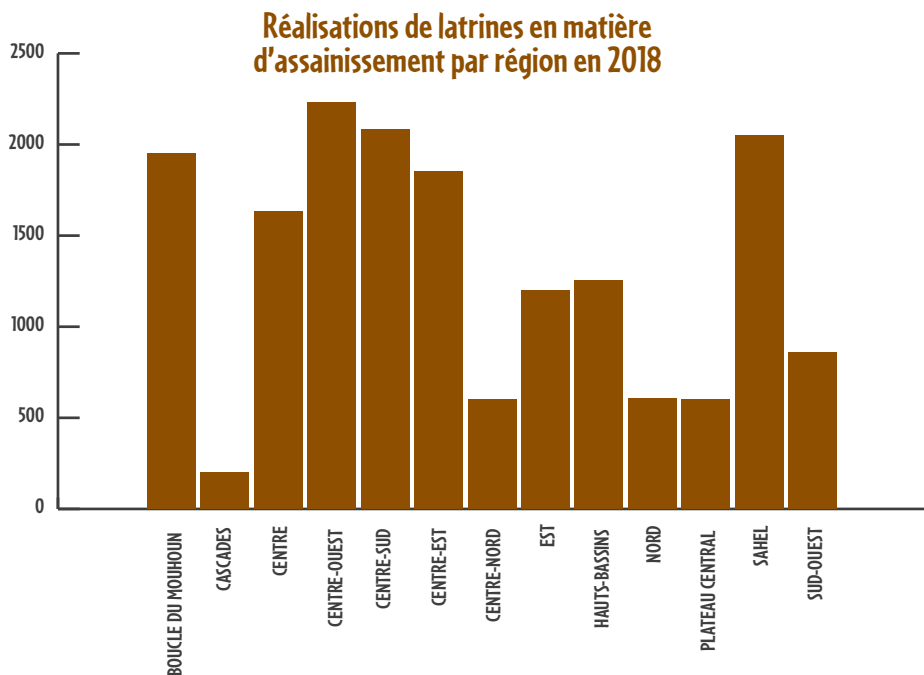
04 QUELQUES EXEMPLES D'INSCRIPTIONS SPECIFIQUES AU TITRE DE L'ANNEE 2018

Tableau 8 : réalisation des latrines en matière d'assainissement par région en 2018

| REGIONS | NOMBRE | Coûts en FCFA |
|-------------------|---------------|----------------------|
| Boucle du Mouhoun | 1 950 | 222 000 000 |
| Cascades | 200 | 90 000 000 |
| Centre | 1 633 | 206 800 000 |
| Centre Ouest | 2 230 | 349 780 000 |
| Centre Sud | 2 080 | 230 000 000 |
| Centre-Est | 1 850 | 206 000 000 |
| Centre-Nord | 600 | 75 000 000 |
| Est | 1 200 | 120 000 000 |
| Hauts-Bassins | 1 255 | 180 000 000 |
| Nord | 604 | 70 000 000 |
| Plateau Central | 600 | 72 000 000 |
| Sahel | 2 050 | 220 000 000 |
| Sud-Ouest | 860 | 142 980 000 |
| TOTAL | 17 112 | 2 184 560 000 |

Pour l'année 2018, il est prévu la réalisation de quatre (04) barrages dont un (01) dans la commune de Doumbala (Boucle du Mouhoun), un (01) dans la commune de Tiéfora (Cascades), un (01) dans la commune de Comin Yanga (Centre Est) et un (01) dans la commune de Tibga (Est). Le coût total des réalisations est de 06 milliards de francs CFA.

Il est prévu la réhabilitation d'un barrage par région pour un coût global de 9,75 milliards de francs CFA.



Enseignement supérieur, recherche scientifique et innovation

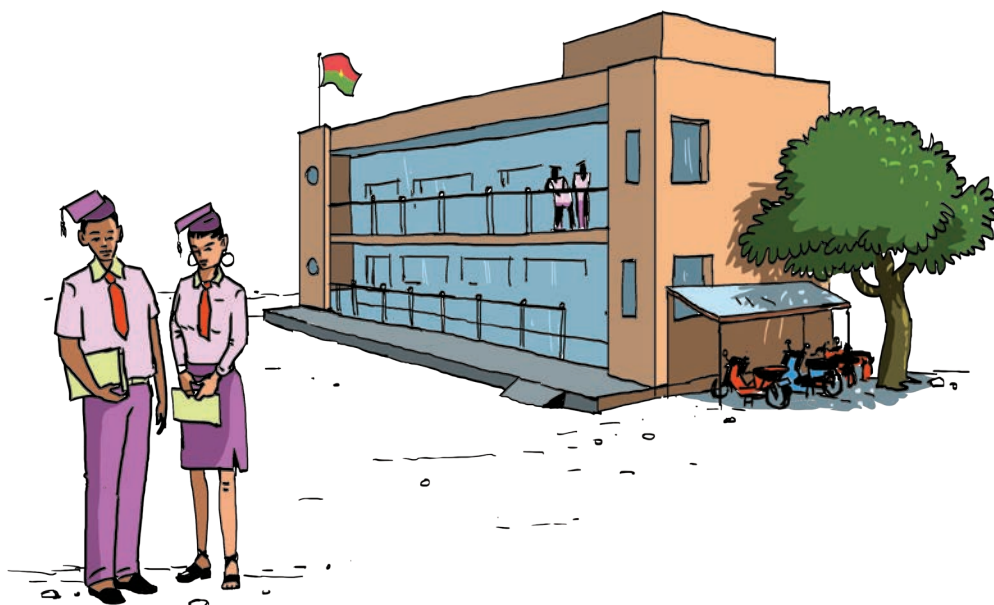


Tableau 9 : Evolution de quelques indicateurs clés

| Indicateurs | Réalizations | | Prévisions | |
|--|--------------|--------|------------|--------|
| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
| Ratio enseignant/étudiant | 1/145 | 1/150 | 1/90 | 1/85 |
| Nombre de diplômés du supérieur | 15 664 | 16 061 | 16 794 | 17 561 |
| Proportion des étudiants bénéficiaires de bourses | 8,09% | 9,37% | 10,65% | 11,93% |
| Proportion d'étudiants bénéficiaires des allocations d'aides | 58,49% | 65,94% | 71,9% | 76,79% |

04 QUELQUES EXEMPLES D'INSCRIPTIONS SPECIFIQUES AU TITRE DE L'ANNEE 2018

Tableau 10 : Répartition de certaines infrastructures universitaires en 2018

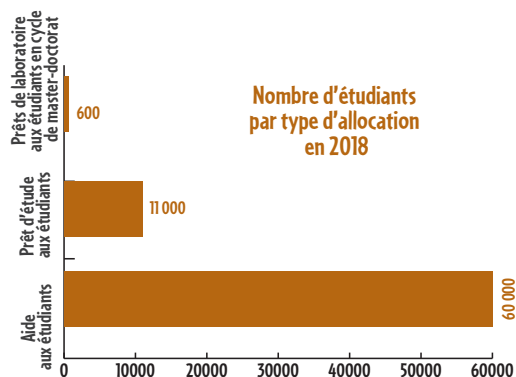
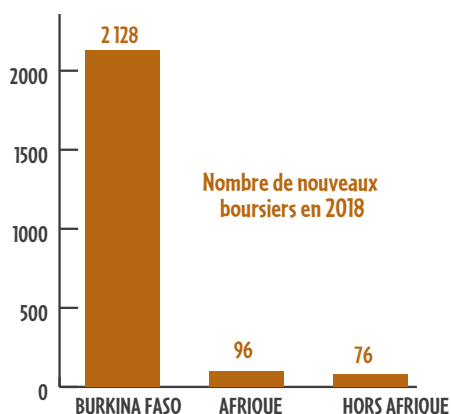
| RÉGION | Intitulé | Province | Commune | N | Coût total |
|----------------------|---|---------------|-----------|---|-----------------------|
| BOUCLE DU MOUHOUN | Aménagement d'une ferme agro-pédagogique au Centre Universitaire Polyvalent (CUP) de Dédougou | Mouhoun | Dédougou | 1 | 50 000 000 |
| CENTRE | Construction d'amphithéâtres jumelés de 750 places à l'Université Ouaga 2 (UO2) | Kadiogo | Saaba | 1 | 1 986 843 000 |
| | Création d'une université virtuelle (construction du siège et équipement) | Kadiogo | Ouaga | 1 | 3 386 697 000 |
| | Construction d'un plateau technique dans le cadre du projet pôles d'excellence | Kadiogo | Saaba | 1 | 450 000 000 |
| | Achèvement d'infrastructures à l'UO2 (Restaurant, centre médical et amphis de 2500 places) | Kadiogo | Saaba | 3 | 5 500 000 000 |
| | Construction d'un nouvel amphithéâtre en R+2 de 500 places à l'Institut des Sciences (IDS) Ouaga | Kadiogo | Ouaga | 1 | 1 000 000 000 |
| | Aménagement des espaces des bâtiments pédagogiques, des salles de cour et des laboratoires à Université Ouaga 1 Joseph KI-ZERBO | Kadiogo | Ouaga | 1 | 200 000 000 |
| | Construction et d'équipement d'une UFR/ST et d'une cité universitaire à l'UO2 | Kadiogo | Saaba | 2 | 6 546 998 000 |
| CENTRE-EST | Construction d'un centre d'incubateur de technologie au sein du parc d'innovation de Bagré | Boulgou | Bagré | 1 | 100 000 000 |
| CENTRE-OUEST | Poursuite des gros œuvres des amphis de 750, 500 et 300 places à l'Université Norbert ZONGO | Boulk-iémdé | Koudougou | 3 | 710 614 000 |
| EST | Construction d'un local technique au CUP de Fada N'Gourma | Fada N'Gourma | Fada | 1 | 15 000 000 |
| HAUTS-BASSINS | Construction d'un bâtiment (atelier recherche/pédagogie) au CUP de Fada N'Gourma | Fada N'Gourma | Fada | 1 | 80 000 000 |
| | Construction d'un bâtiment R+ 2 à usage de salle de cours et de TD à l'Université Nazi BONI (UBN) | Houet | Bobo | 1 | 1 520 000 000 |
| | Construction et équipement de la cité universitaire phase 2 de Bobo | Houet | Bobo | 1 | 4 230 453 000 |
| SAHEL | Construction d'une Infrastructure de stockage de l'oignon | Séno | Dori | 1 | 30 000 000 |
| SUD-OUEST | Construction d'un bâtiment pédagogique R+2 au CUP de Gaoua | Poni | Gaoua | 1 | 1 500 000 000 |
| TOTAL GÉNÉRAL | | | | | 27 306 605 000 |

Tableau 11 : Situation des bourses nationales et internationales par zone en 2018

| ZONES | RUBRIQUES | Nombre de boursiers | Montant (en FCFA) |
|--|------------------------|---------------------|-------------------|
| BURKINA FASO | NOUVELLES ATTRIBUTIONS | 2 128 | 1 353 067 520 |
| | BOURSES A RENOUVELER | 4 520 | 3 013 438 800 |
| | SOUS-TOTAL 1 | 6 648 | 4 366 506 320 |
| AFRIQUE | NOUVELLES ATTRIBUTIONS | 96 | 70 206 720 |
| | BOURSES A RENOUVELER | 405 | 275 934 600 |
| | SOUS-TOTAL 2 | 501 | 346 141 320 |
| HORS AFRIQUE | NOUVELLES ATTRIBUTIONS | 76 | 357 200 000 |
| | BOURSES A RENOUVELER | 325 | 1 495 000 000 |
| | SOUS-TOTAL 3 | 401 | 1 852 200 000 |
| TOTAL | | 7 550 | 6 564 847 640 |
| AUTRES ALLOCATIONS (aide au logement, frais de transport, frais médicaux, frais de formation, etc) | | | 1 533 193 360 |
| TOTAL GENERAL 2018 | | | 8 098 041 000 |

Tableau 12 : Situation des prêts et aides aux étudiants en 2018

| Nature de l'allocation | Nombre d'étudiants prévus | Coût unitaire en FCFA | Coût total en FCFA |
|--|---------------------------|-----------------------|--------------------|
| Aide aux étudiants | 60 000 | 175 000 | 10 500 000 000 |
| Prêt d'étude aux étudiants | 11 000 | 225 000 | 2 475 000 000 |
| Prêts de laboratoire aux étudiants en cycle de master-doctorat | 600 | 500 000 | 300 000 000 |
| TOTAL | 71 600 | | 13 275 000 000 |



04 QUELQUES EXEMPLES D'INSCRIPTIONS SPECIFIQUES AU TITRE DE L'ANNEE 2018

Agriculture

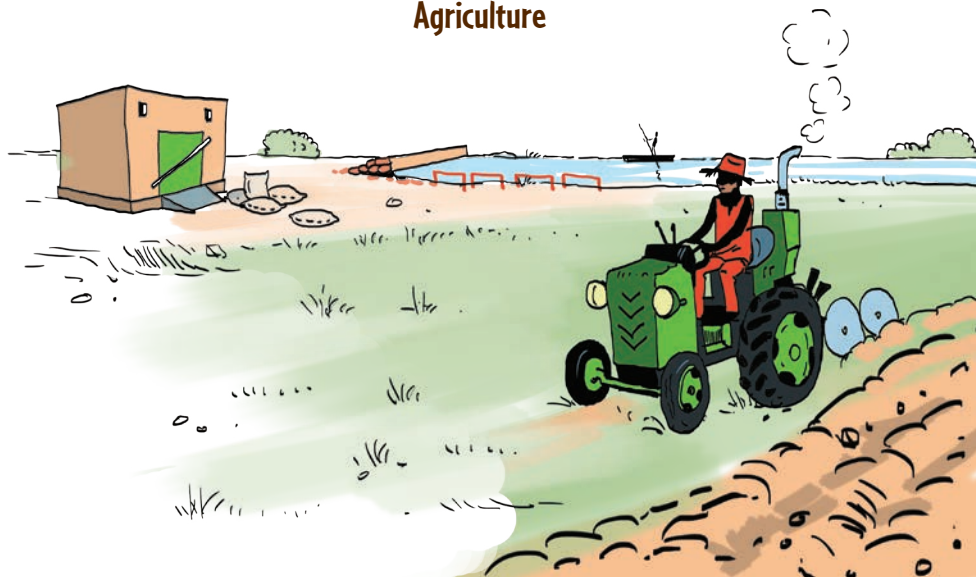


Tableau 13 : Evolution de quelques indicateurs clés

| Indicateurs | Réalizations | | Prévisions | |
|--|--------------|-------|------------|-------|
| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
| Taux de couverture des besoins alimentaires des zones structurellement déficitaires | 78% | 80% | 82% | 84% |
| Proportion des populations vulnérables ayant bénéficié d'opérations HIMO au cours de l'année | 40% | 40% | 50% | 55% |
| Nombre de matériel d'irrigation mis à la disposition des producteurs | 5 000 | 5 500 | 6 000 | 6 500 |
| Taux de couverture des crédits agricoles. | 2,1% | 2,5% | 2,7% | 3,5% |

Tableau 14 : Répartition des semences certifiées toutes spéculations confondues par région en 2018

| Région | Quantité (en Kg) | Coût (FCFA) | Bénéficiaires |
|-------------------|------------------|----------------------|----------------|
| Boucle du Mouhoun | 1 303 371 | 725 643 736 | 105 962 |
| Cascades | 576 263 | 302 084 921 | 45 949 |
| Centre | 142 274 | 75 949 609 | 10 631 |
| Centre Est | 1 119 026 | 586 997 481 | 86 769 |
| Centre Nord | 198 828 | 125 179 066 | 15 653 |
| Centre Ouest | 576 741 | 335 704 613 | 50 697 |
| Centre Sud | 484 501 | 266 715 225 | 37 354 |
| Est | 901 454 | 508 703 438 | 87 632 |
| Hauts Bassins | 1 715 469 | 871 531 797 | 122 527 |
| Nord | 266 934 | 169 105 445 | 21 145 |
| Plateau Central | 240 568 | 137 208 367 | 19 097 |
| Sahel | 180 480 | 133 626 936 | 17 892 |
| Sud Ouest | 449 091 | 227 049 365 | 31 520 |
| Total | 8 155 000 | 4 465 500 000 | 652 828 |

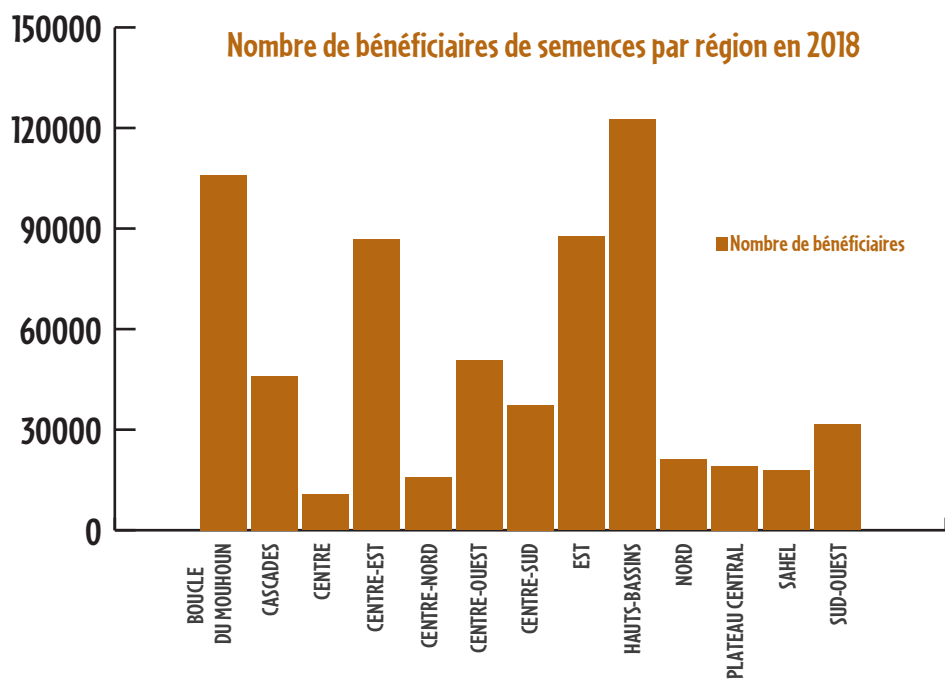
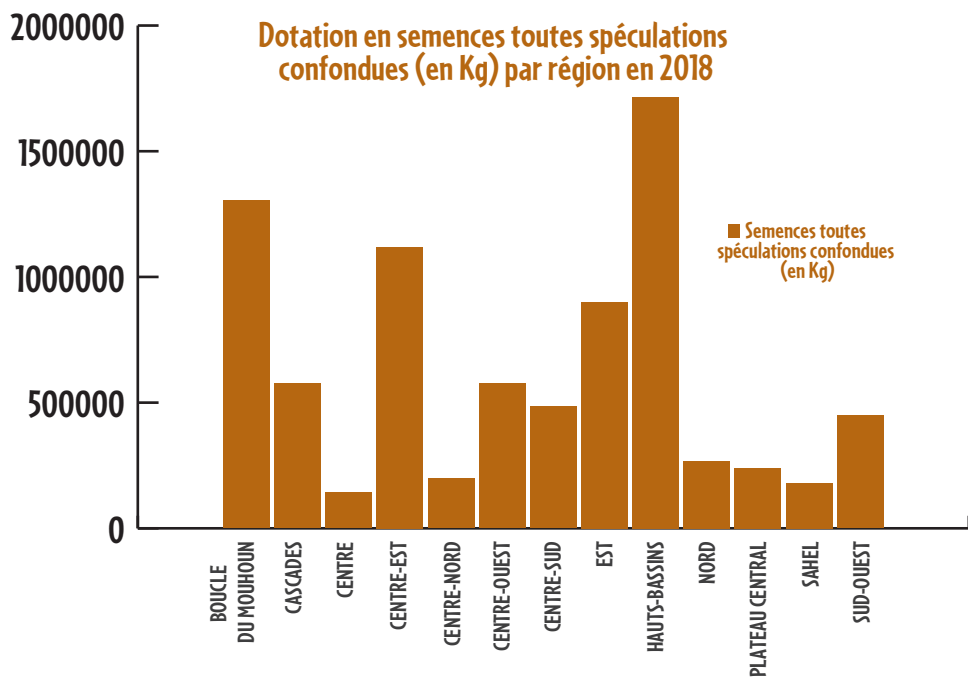
Tableau 15 : Répartition des engrais par région en 2018

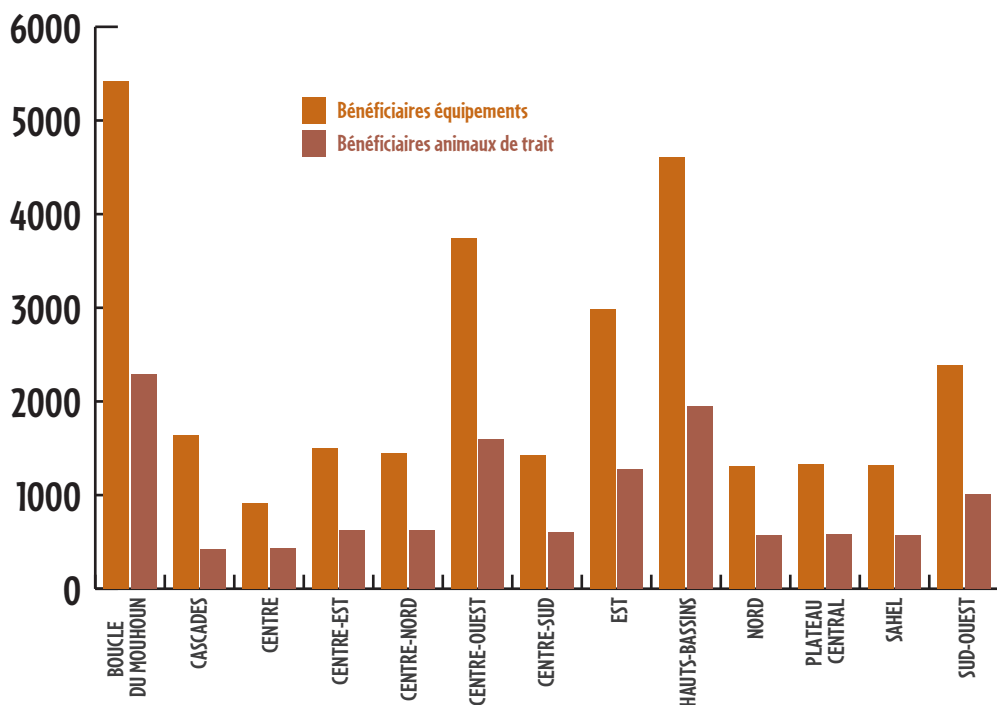
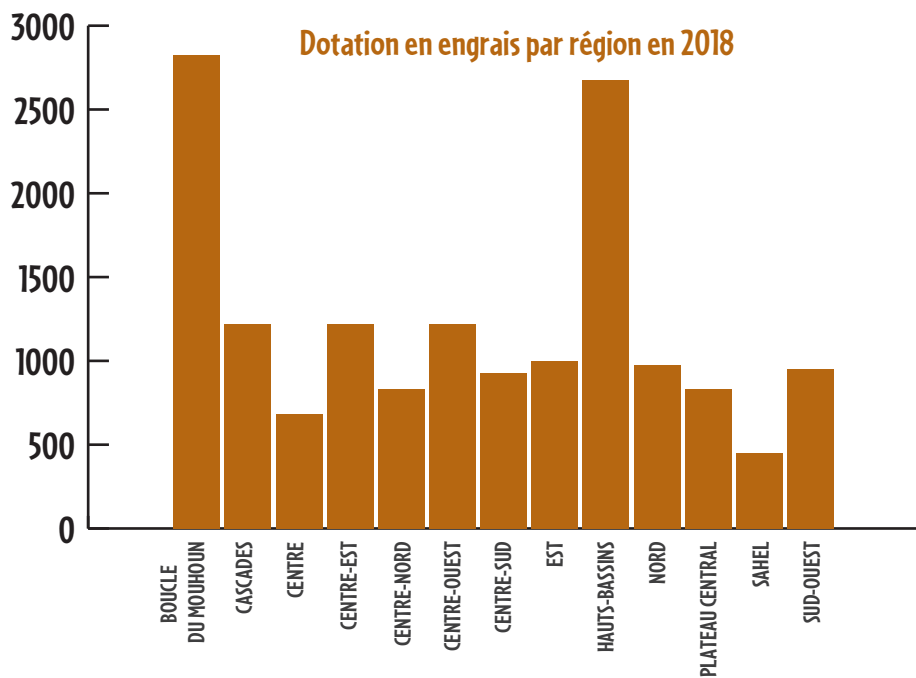
| Régions | Quantité (en T) | Coût (FCFA) |
|-------------------|-----------------|----------------------|
| Boucle du Mouhoun | 2 823,7 | 1 024 091 200 |
| Cascades | 1 220,5 | 436 459 200 |
| Centre | 680,5 | 238 099 200 |
| Centre Est | 1 218,0 | 428 390 800 |
| Centre Nord | 830,6 | 282 151 200 |
| Centre Ouest | 1 220,0 | 429 050 800 |
| Centre Sud | 926,5 | 316 239 200 |
| Est | 998,5 | 349 839 200 |
| Hauts Bassins | 2 673,7 | 976 101 600 |
| Nord | 975,6 | 335 341 200 |
| Plateau Central | 830,6 | 287 951 200 |
| Sahel | 450,5 | 152 879 200 |
| Sud Ouest | 953,5 | 333 329 200 |
| TOTAL | 15 802 | 5 589 923 200 |

Tableau 16 : répartition des équipements et animaux de trait par région en 2018

| Région | Bénéficiaires | | Total |
|-------------------|---------------|------------------|----------------------|
| | Equipe-ments | Animaux de trait | |
| Boucle du Mouhoun | 5 414 | 2 292 | 1 038 531 979 |
| Cascades | 1 637 | 426 | 256 973 909 |
| Centre | 916 | 437 | 186 197 150 |
| Centre Est | 1 495 | 629 | 285 948 876 |
| Centre Nord | 1 443 | 629 | 280 635 655 |
| Centre Ouest | 3 738 | 1 599 | 720 572 279 |
| Centre Sud | 1 430 | 608 | 274 747 279 |
| Est | 2 980 | 1 279 | 575 395 179 |
| Hauts Bassins | 4 612 | 1 951 | 884 278 572 |
| Nord | 1 304 | 576 | 255 155 443 |
| Plateau Central | 1 327 | 586 | 259 826 428 |
| Sahel | 1 314 | 576 | 256 218 087 |
| Sud-Ouest | 2 390 | 1 013 | 458 620 562 |
| TOTAL | 30 000 | 12 601 | 5 733 101 398 |

04 QUELQUES EXEMPLES D'INSCRIPTIONS SPECIFIQUES AU TITRE DE L'ANNEE 2018





Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

04 QUELQUES EXEMPLES D'INSCRIPTIONS SPECIFIQUES AU TITRE DE L'ANNEE 2018

Santé

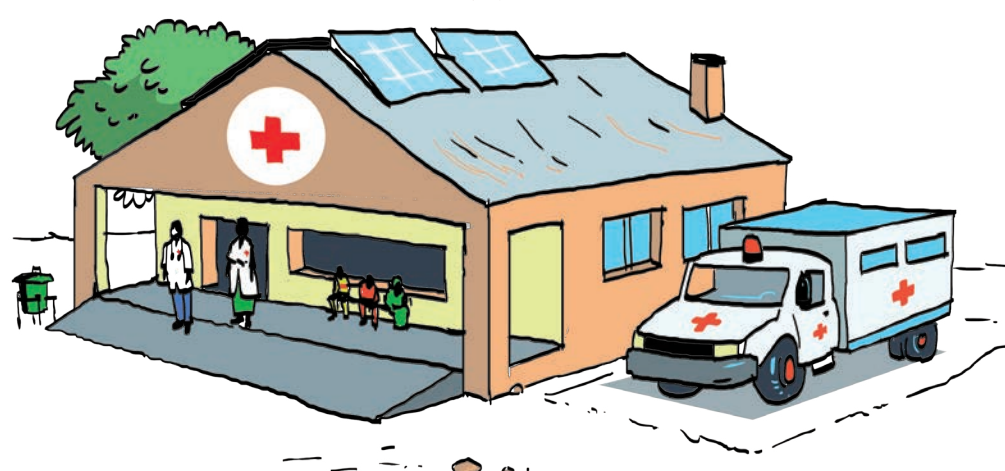


Tableau 17 : Quelques indicateurs clés

| Indicateurs | Réalizations | | Prévisions | |
|--|--------------|-----------|------------|--------|
| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
| Pourcentage de la population vivant à moins de 5 km d'une formation sanitaire (FS) | 58,1% | 59% | 60% | 62,5% |
| Ratio habitants/médecin | 15 518 | 15 836 | 15 000 | 13 000 |
| Pourcentage des formations sanitaires répondant aux normes en infrastructures | 94,3% | 93,2% | 96% | 97% |
| Rayon moyen d'action théorique en Km | 6,8 | 6,7 | 6,4 | 6,1 |

Tableau 18 : Construction de dispensaires dans certaines régions pour 2018

| Région | Nombre de dispensaires | Dotation |
|-------------------|------------------------|------------|
| Boucle du Mouhoun | 3 | 95 179 362 |
| Centre Ouest | 3 | 95 179 362 |
| Centre Sud | 2 | 63 452 908 |
| Hauts-Bas-sins | 1 | 31 726 454 |

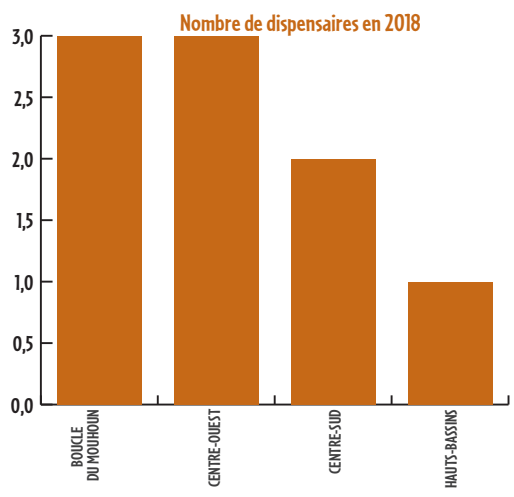
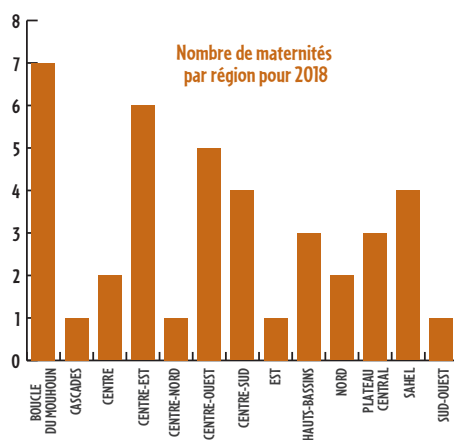
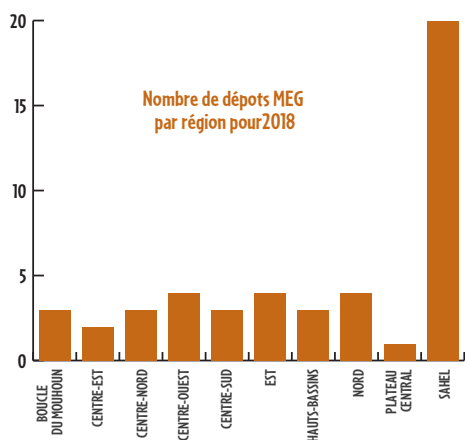


Tableau 19 : Construction de dépôts MEG dans certaines régions en 2018

| Région | Nombre | Dotation en FCFA |
|-------------------|-----------|--------------------|
| Boucle du Mouhoun | 3 | 23 081 250 |
| Centre Est | 2 | 15 387 500 |
| Centre Nord | 3 | 23 081 250 |
| Centre Ouest | 4 | 30 775 000 |
| Centre Sud | 3 | 23 081 250 |
| Est | 4 | 30 775 000 |
| Hauts-Bassins | 3 | 23 081 250 |
| Nord | 4 | 30 775 000 |
| Plateau central | 1 | 7 693 750 |
| Sahel | 20 | 153 875 000 |
| TOTAL | 47 | 361 606 250 |

Tableau 20 : construction de maternités dans les régions en 2018

| Région | Nombre | Dotation en FCFA |
|-------------------|-----------|----------------------|
| Boucle du Mouhoun | 7 | 233 849 056 |
| Cascades | 1 | 33 407 008 |
| Centre | 2 | 66 814 016 |
| Centre Est | 6 | 200 442 048 |
| Centre Nord | 1 | 33 407 008 |
| Centre Ouest | 5 | 67 007 008 |
| Centre Sud | 4 | 133 628 032 |
| Est | 1 | 33 407 008 |
| Hauts-Bassins | 3 | 100 221 024 |
| Nord | 2 | 66 814 016 |
| Plateau central | 3 | 100 221 024 |
| Sahel | 4 | 133 628 032 |
| Sud Ouest | 1 | 33 407 008 |
| TOTAL | 40 | 1 236 252 288 |





BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

**MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT**

05 | MESURES D'ACCOMPAGNEMENT
POUR UNE BONNE EXECUTION DU
BUDGET DE L'ANNEE 2018

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

Les mesures d'accompagnement pour une meilleure exécution du budget de l'Etat, exercice 2018 portent aussi bien sur les recettes que sur les dépenses.

I. En matière de recettes

Au niveau des impôts, il est envisagé :

- l'application d'un taux unique de 45% sur les tabacs en lieu et place des taux de 30% et 40%, respectivement pour les produits classés «bas de gamme» et «standard» et les produits classés «de luxe» ;
- l'augmentation du droit forfaitaire de 10 000 FCFA sur l'enregistrement des marchés financés sur ressources extérieures. Les montants varieront désormais de 25 000 FCFA à 1 000 000 FCFA en fonction du montant du marché soumis à l'enregistrement contre le montant forfaitaire de 10 000 FCFA ;
- la suppression de la réduction d'impôt pour réinvestissement de bénéficiaires pour une plus grande maîtrise des exonérations fiscales ;
- la suppression de l'exonération des loyers des constructions nouvelles, reconstructions, additions de constructions et ouvrages assimilés réalisés au moyen d'un prêt contracté auprès d'une banque de la zone UEMOA pour une période de cinq ans ;
- la modification du dispositif de la taxe sur les plus-values de cession de titres miniers pour contrer les montages destinés à éviter la taxe sur les plus-values de cession de titres miniers ;
- la suppression de l'exonération de la TVA sur les téléphones fixes et mobiles ;
- le prélèvement de l'impôt sur les actes judiciaires qui étaient auparavant exonérés notamment, les actes relatifs à l'état civil des personnes et leur régime matrimonial, à l'application de la réglementation de sécurité sociale, aux commandements, saisies et ventes ayant pour objet le recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires au profit des comptables publics, aux inscriptions et opérations électorales, à l'exécution des lois portant organisation des procédures collectives d'apurement du passif, aux actes effectués à la requête du ministère public et qui n'incombent pas à une partie civile (en matière pénale) et exclusivement à la protection des pupilles (orphelins mineurs) de la Nation ;
- l'augmentation du taux forfaitaire d'enregistrement des contrats de marché public qui passe de 4 000 FCFA à 6 000 FCFA ;
- les détenteurs de débits de boisson (maquis, bars, caves, buvettes ...) doivent désormais payer en plus de la contribution du secteur boisson un nouvel impôt qui est la contribution des licences. Le produit de cette contribution des licences sera reversé aux budgets des collectivités territoriales.

Au niveau de l'administration douanière, on peut citer :

- la géolocalisation des marchandises en transit ;
- l'usage des scanners installés dans les principaux bureaux de dédouanement à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso ;
- l'évaluation des véhicules d'occasion de moins de dix ans et des engins de travaux publics confiée désormais au Centre de contrôle des véhicules automobiles (CCVA) ;
- la sélection des experts agréés pour l'expertise des véhicules de plus de dix ans d'âge, importés au Burkina Faso ;
- l'interconnexion des systèmes informatiques douaniers du Burkina avec ceux des pays voisins.

II. En matière de dépenses

Au titre des dépenses de personnel, il s'agira de :

- négocier une trêve sociale avec les partenaires sociaux pour les trois (03) prochaines années à l'effet de stabiliser et de réduire le rythme d'accroissement du niveau de la masse salariale ;
- rationaliser l'incidence des intégrations statutaires par la mise en place d'une enveloppe globale qui servira dorénavant de base à la détermination des effectifs plafonds à recruter par ministère en fonction de la capacité d'accueil des structures de formation professionnelle et en lien avec les postes vacants (besoins exprimés) ;
- redynamiser le système de redéploiement du personnel des zones de forte concentration de travailleurs vers les zones où il y a déficit de personnel à l'effet de réduire sensiblement les besoins en effectifs additionnels ;
- poursuivre les opérations d'assainissement du fichier de paie (contrôle automatisé des sorties temporaires et définitives, prise d'acte de nomination comportant l'identité et le matricule des responsables sortants) ;
- poursuivre la déconcentration des traitements de salaire aux fins d'améliorer la qualité du contrôle des effectifs et de l'assainissement des éléments de rémunération ;
- pérenniser l'enrôlement biométrique aux fins de prévenir les doubles mandatements par les multiples immatriculations.

Concernant les dépenses d'acquisition de biens et services, il est prévu la poursuite des mesures de rationalisation des charges courantes de l'administration.

S'agissant des investissements, l'accent est mis sur les projets mûrs (projets ayant suivi le dispositif normal de formulation) afin d'accroître les chances de leur exécution effective dès la mise en place du budget.

En outre, l'année 2018 sera consacrée à la poursuite de la formation et à l'entrée progressive des responsables de programme dans le dispositif de pilotage des programmes budgétaires.

Au titre de l'année 2018, il est prévu un montant de 41,3 milliards de FCFA ouvert dans la section 98 au profit des collectivités territoriales. Ces ressources seront mises à la disposition des communes, dans les délais raisonnables après la signature des arrêtés interministériels de transferts de ressources pour accompagner le processus de la décentralisation.

CONCLUSION

Le budget de l'Etat reste avant tout une prévision. La réussite de sa mise en œuvre repose sur la mobilisation des ressources prévues aussi bien au niveau interne qu'externe.

Chaque citoyen est donc interpellé quant à sa contribution à la mise en œuvre de ces actions à travers entre autres, le paiement du juste impôt.



ANNEXES

Tableau 1 : Evolution de l'encours de la dette publique sur la période 2015-2018

| Rubrique | Réalizations | | Projections | |
|-------------------------------|--------------|------------|-------------|------------|
| | 31/12/2015 | 31/12/2016 | 31/12/2017 | 31/12/2018 |
| Dette extérieure | 1 615,00 | 1 766,10 | 1 938,20 | 2 035,60 |
| Multilatérale | 1 377,70 | 1 524,10 | 1 686,00 | 1 777,70 |
| Bilatérale | 237,3 | 241,9 | 252,2 | 257,9 |
| Dette intérieure | 573,4 | 731 | 782,9 | 860,4 |
| Institutions Financières | 97 | 78 | 59 | 39,8 |
| Institutions non Financières | 15,8 | 11,3 | 8,8 | 6,4 |
| Marché Monétaire et Financier | 460,6 | 641,7 | 715,2 | 814,3 |
| Dette intérieure avalisée | - | - | - | - |
| Total Général | 2 188,40 | 2 497,10 | 2 721,20 | 2 896,10 |
| PIB nominal | 6 593,90 | 6 787,50 | 7 540,50 | 8 142,50 |
| Encours dette publique/PIB | 33,19% | 36,80% | 36,10% | 35,60% |

Tableau 2 : Principales étapes d'élaboration du budget de l'Etat

| Phases | Activités | Acteurs | Calendrier |
|--------------------|--|-----------------------|-----------------|
| Cadrage budgétaire | Définition des priorités et des choix stratégiques budgétaires | DGEP/MINEFID | Janvier-Février |
| | Détermination des enveloppes globales (recettes et dépenses) et sectorielles (crédits budgétaires des ministères et institutions) à travers le cadrage budgétaire. | DGB/MINEFID | Mars-Avril |
| | Notification des enveloppes sectorielles aux ministères et aux institutions à travers la circulaire budgétaire. | DGB/MINEFID | Mai |
| | Elaboration des DPPD (avant-projets de budget) des ministères et des institutions. | Ministères sectoriels | Mai – Juin |
| Arbitrage | Examen technique des DPPD des ministères et des institutions. | DGB/MINEFID | Juin |
| | Arbitrage des DPPD des ministères et institutions par le Ministère en charge des Finances | MINEFID | Juillet |
| | Arbitrage de l'avant-projet de loi de finances en Conseil de ministres | Gouvernement | Septembre |
| | Adoption de l'avant-projet de loi de finances par le Gouvernement | Gouvernement | |

| | | | |
|----------------------|---|-------------------|----------------------------|
| Vote | Dépôt du projet de loi de finances à l'Assemblée Nationale | SG-Gouvernement | Septembre |
| | Examen par la Commission Finances et Budget de l'Assemblée Nationale et vote de la loi de finances par le Parlement | Parlement | Octobre- Décembre |
| Mise en exécution | Promulgation de la loi de finances par le Président du Faso | Président du Faso | Décembre N- janvier N+1 |

Tableau 3 : Récapitulatif des ressources transférées aux Collectivités Territoriales en 2018 (base LFI)

| Nature du transfert | Montant en FCFA |
|--|-----------------|
| Ressources liées aux compétences transférées | 42 237 284 000 |
| Enseignement de base | 32 355 755 000 |
| Santé | 6 284 150 000 |
| Eau potable et assainissement | 2 300 000 000 |
| Jeunesse et emploi | 190 000 000 |
| Sports et loisirs | 30 456 000 |
| Culture et tourisme | 19 627 000 |
| MCIA | 977 296 000 |
| Action sociale et solidarité Nationale | 80 000 000 |
| Dotations globales | 8 293 000 000 |
| Dotations aux régions | 1 250 000 000 |
| Dotations aux communes | 7 043 000 000 |
| Subvention (Taxe sur les produits pétroliers) | 5 473 805 402 |
| Rémunération des agents des IRA | 229 831 000 |
| Rémunération ex-agents des provinces | 311 000 000 |
| Droits de tirage FPDCT | 6 000 000 000 |
| FICOD/Etat | 1 210 302 000 |
| Appui commune rurale et initiative intercom II/Etat | - |
| Construction d'infrastructures marchande au profit CT/Etat | - |
| HIMO | 3 000 000 000 |
| Appui décentralisation et investissement communautaire (PADIC) /Etat | - |
| Comités locaux de sécurité | 65 000 000 |
| Décentralisation et Participation Citoyenne (DEPAC) | 990 232 000 |
| Appui aux brigades vertes (Ouaga et Bobo) | 1 100 000 000 |

| | |
|--|-------------------|
| Construction de sièges de mairies (Ouaga et Bobo) | 1 057 259 000 |
| Structures d'appui à la décentralisation | 2 419 989 000 |
| Commission technique interministérielle (CTI) | 161 000 000 |
| Comité national de la coopération décentralisée (CONACOD) | 28 000 000 |
| Conseil national de la décentralisation (CONAD) | 564 707 000 |
| Comité national des finances locales (CONAFIL) | 20 000 000 |
| Association des municipalités du Burkina Faso (AMBF) | 50 000 000 |
| Association Conseils Régionaux Burkina Faso (ARBF) | 50 000 000 |
| Comité national de suivi-évaluation (CNSE) | 40 000 000 |
| Conférence Africaine Décentralisation et du Développement Local (CADDEL) | 70 000 000 |
| Actualisation de l'Aménagement du Territoire | 450 000 000 |
| Etude réalisation SNAT/SRAT | - |
| Fonctionnement du FPDCT | 986 282 000 |
| Total des appuis financiers de l'Etat à la décentralisation | 71 397 470 402 |
| Budget total_LFI_ 2018 | 2 441 317 986 000 |
| Montant à soustraire | 569 420 906 000 |
| Charges financières de la dette | 99 710 000 000 |
| Financement extérieur | 308 660 895 000 |
| Contrepartie aux financements extérieurs | 70 392 081 000 |
| Contrepartie aux nouveaux projets | 13 707 930 000 |
| Exonération marché + subvention hydrocarbures | 50 000 000 000 |
| Surcoût sur investissements | 1 950 000 000 |
| PC-PCS | 12 000 000 000 |
| Dépenses en atténuation des recettes | 500 000 000 |
| Transferts en capital | 12 500 000 000 |
| Dénominateur | 1 871 897 080 000 |
| Part du budget transférée aux collectivités territoriales | 3,81% |

Tableau 4: Calendrier de diffusion du budget citoyen 2018

| Document à publier | Structure responsable de la diffusion | Date limite de publication (norme IBP) | Période de diffusion proposée pour le Burkina | Canal | Justification | Champ | Observation |
|--------------------|---------------------------------------|--|--|------------------------|---|---|---|
| Le budget citoyen | DGB | Au plus tard trois (03) mois après la promulgation de la LFI | Au plus tard trois (03) mois après la promulgation de la LFI | Radio | Partager l'information budgétaire avec un large public dans les langues locales (stations de radio locale, etc.) | OSC, Presse, Collectivités Territoriales, | La radio permet de toucher un plus grand public avec des moyens modestes (radio à pile, téléphone portable, etc.) |
| | | | | Télévision | Partager l'information budgétaire avec un large public en mettant en évidence les images traduisant les ambitions affichées | OSC, Presse, Collectivités Territoriales, | En plus de renfermer certains avantages de la radio, la télé permet de toucher certains groupes (handicapés auditifs, etc.) |
| | | | | Presse écrite | Partager l'information budgétaire à ceux qui ont un niveau minimum d'instruction | Administration, OSC, Presse, Collectivités Territoriales, | L'archivage des journaux permet de relire et de partager les informations avec plusieurs personnes. |
| | | | | Plateforme web d'accès | Permettre l'accès facile aux données budgétaires à travers les visualisations interactives | Accessibilité à internet | Elle permet de donner des statistiques analytiques, graphiques. |

INFORMATIONS UTILES



Situation géographique de la DGB

La Direction Générale du Budget est située dans l'enceinte du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement sise Avenue du 11 décembre face à la télévision nationale.



Numéros utiles

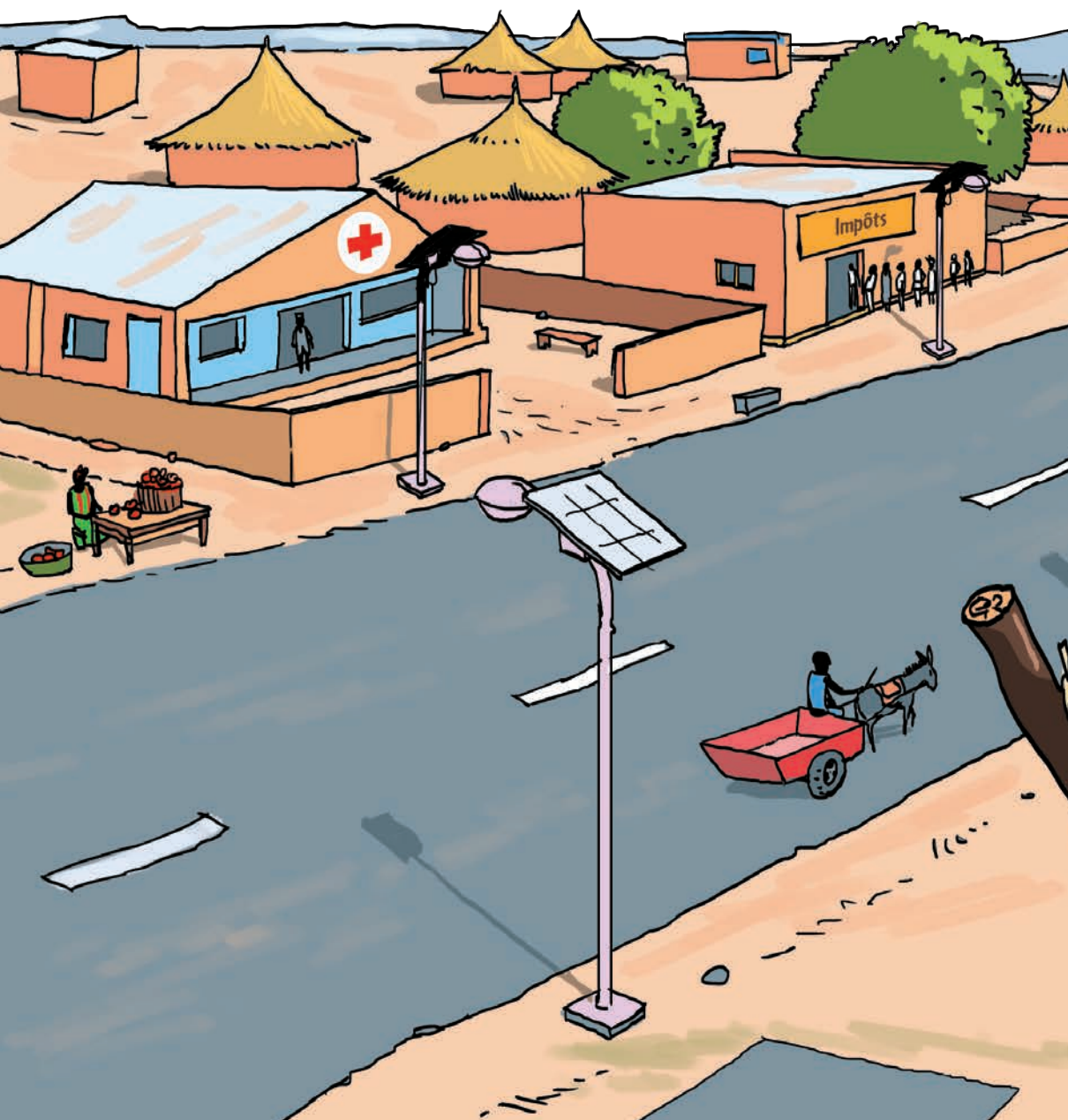
| | |
|---|-------------|
| Secrétariat du Directeur Général du Budget..... | 25 32 44 64 |
| Direction de la Programmation Budgétaire..... | 25 49 01 46 |
| Direction de la Solde..... | 25 32 44 15 |
| Direction de l'Exécution Budgétaire..... | 25 32 65 11 |
| Direction de l'informatisation et des Statistiques Budgétaires..... | 25 30 85 43 |
| Direction de l'Ordonnancement et de la Comptabilité..... | 25 32 45 91 |



Courriel

WWW.DGB.GOV.BF

LOCALITE EN PLEIN ESSOR...





© DIRECTION GENERALE DU BUDGET-2017

Superviseurs

OUEDRAOGO Lassané
SOULAMA Vieux Abdoul Rachid

Président

TOU/NANA Aminata

Groupe de travail

ZOUGOURI Papa
BOUNDAOGO Madi
OUEDRAOGO Ousmane
Tinto T. Idriss
TIAO Koibiet
SIA Yacoubou
KABORE K. Mariel
KABRE Isaac Fresnel
TIENDREBEOGO Henri
BONKOUNGOU Inoussa

Conception graphique

BONTOGHO K. Modeste

